

LA FIRST BANK VOUS DONNE

*Carte Blanche*

La Carte Blanche est la première carte de crédit au Cameroun et en Afrique Centrale.

Rendez-vous à l'agence Afriland First Bank la plus proche. Souscrivez votre carte de crédit et fini les files d'attente....

222 51 80 50 / 679 00 96 26 653 46 53 46

qualite@afilandfirstbank.com www.afilandfirstbank.com

# Eco-tidien

Hebdomadaire d'informations économiques et financières

Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011



En marge de sa participation aux activités des jeux Olympiques en France, le président de la République du Cameroun Paul Biya a multiplié des rencontres et audiences avec des partenaires stratégiques et des investisseurs. Mardi 30 juillet 2024, l'ancien président Français Nicolas Sarkozy à marquer les retrouvailles avec son ancien homologue en lui présentant sa volonté et détermination à conduire une délégation d'investisseurs et de partenaires stratégiques financiers au Cameroun dans les prochaines semaines. P.3

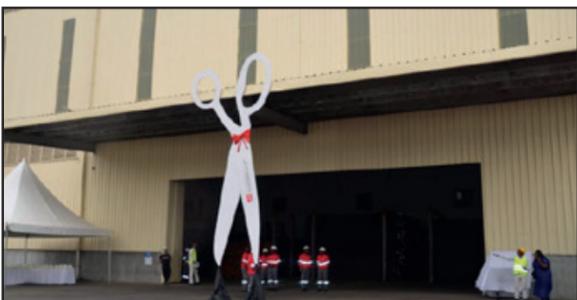
## BUSINESS

### « L'Afrique a besoin d'un volume important de capitaux à long terme » Paul Biya

#### ALIMENTATION ELECTRIQUE

#### Le groupe Prometal augmente sa capacité pour plus de performance

Après l'extension de ses unités de production, le groupe Prometal augmente sa capacité d'alimentation énergétique. La Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel) envisage installer dans la zone industrielle de Douala Bassa un poste de transformation d'une capacité totale de 90/15kv-75Mva pour connecter l'entreprise industrielle à son réseau. P.6



#### PROMOTION DE L'INNOVATION

#### Le Cameroun accueillera le Comité intergouvernemental de la CEA en octobre

L'annonce a été faite lundi 29 juillet 2024 à Yaoundé par le Directeur du Bureau sous-régional Afrique centrale de la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Jean Luc MASTAKI, au cours de l'audience à lui accordée par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine OUSMANE MEY. P.8



#### DISTINCTION

#### Olam Agri reconnue Meilleure entreprise Agro-alimentaire au Cameroun

Olam Agri est ravie d'annoncer qu'elle a été reconnue Meilleure entreprise Agro-alimentaire au Cameroun lors de la Semaine Africaine du Développement Economique 2024 qui s'est récemment tenue au Palais des Congrès de Yaoundé. P.8





## Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project



# BUSINESS PLAN COMPETITION PROGRAMME (BPC)



## BUSINESS

# « L'Afrique a besoin d'un volume important de capitaux à long terme » Paul Biya

En marge de sa participation aux activités des jeux Olympiques en France, le président de la République du Cameroun Paul Biya a multiplié des rencontres et audiences avec des partenaires stratégiques et des investisseurs. Mardi 30 juillet 2024, l'ancien président Français Nicolas Sarkozy a marqué les retrouvailles avec son ancien homologue en lui présentant sa volonté et détermination à conduire une délégation d'investisseurs et de partenaires stratégiques financiers au Cameroun dans les prochaines semaines.

À travers sa diversité économique et la qualité de sa gestion financière, le Cameroun figure dans le top des investissements directs étrangers en zone Cemap et sur le continent. Selon le rapport 2024 sur les Investissements Directs étrangers dans le monde publié par la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement le Cameroun a bénéficié d'un apport de 799 millions de dollars en 2023 pour son économie soit une enveloppe de 490 milliards de Fcfa. Cette attractivité est un levier essentiel qui attire de nombreux partenaires stratégiques et des investisseurs à l'instar de l'ancien président français Nicolas Sarkozy reçu en audience ce Mardi 30 juillet 2024 à Paris en France par le Président Paul Biya

*«L'un des freins au développement de l'économie africaine est l'épineux problème de la disponibilité des financements. Pourtant, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel en ressources naturelles. Ce potentiel reste sous exploité ou alors son exploitation n'intègre pas la transformation sur place qui est susceptible de générer de la valeur ajoutée et de la richesse sur le continent (...) L'une des solutions passe par le financement de l'exploitation et de la transformation des ressources naturelles de l'Afrique sur son sol. Pour cela, l'Afrique a besoin d'un volume important de capitaux à long terme»* indique le président Camerounais Paul Biya.

Président de la République française de 2007 à 2012, Nicolas Sarkozy a développé une relation particulière et singulière avec le Président Paul Biya. Pour cette rencontre, celui qui est administrateur de plusieurs sociétés et conseille des pays partenaires a tenu à présenter un argumentaire pro-business à travers des réunions préparatoires directes conduites pour le Cameroun par Samuel Mvondo



L'un des freins au développement de l'économie africaine est l'épineux problème de la disponibilité des financements.

Ayolo, le ministre Directeur du Cabinet civil du Président de République. Une opportunité pour l'ancien président Français de confirmer la perception dynamique des secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des infrastructures et des services pour les investisseurs. Le redressement économique du Cameroun a permis une croissance globale estimée à 3,3% en 2023, qui devrait passer à 3,9% en 2024. L'inflation a, pour sa part diminuée, passant de 7,3% à fin 2022 à 5,9% à fin 2023. Elle atteindra 5,5% d'ici à la fin de l'année 2024 selon le FMI. Des arguments qui renforcent le plaidoyer du Président Paul Biya dans la dynamique de l'attractivité de l'investissement au Cameroun lui permettant d'obtenir des engagements concrets de la part de Nicolas Sarkozy.

*«Vous avez l'agriculture qui a toujours été un secteur vraiment porteur pour*

*nous dans la mesure où il permet non seulement de faire entrer des devises mais aussi de nourrir une bonne partie de la population camerounaise. De plus, aujourd'hui, vous avez l'essor de l'économie numérique avec une grande partie de la jeunesse dans la population camerounaise qui est absorbée dans ce secteur qui est également de plus en plus rentable et pourrait constituer des niches d'investissement pour les Français qui voudraient bien injecter leurs fonds au Cameroun »* souligne l'économiste Yannick Levodo.

L'ancien président Nicolas Sarkozy a confirmé au président Paul Biya sa volonté de conduire dans les prochaines semaines au Cameroun une délégation de haut-niveau de partenaires stratégiques et investisseurs européens et internationaux pour leur permettre de matérialiser leurs engagements d'investissements. Au

Cameroun, ils trouveront selon le FMI, une stabilité macroéconomique et un déficit budgétaire primaire hors pétrole réduit à 2% du PIB, des efforts pour accélérer la réforme de la gestion des finances publiques, favoriser la transformation structurelle, et faire progresser les mesures d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques, tous soutenus par une nouvelle stratégie de la place financière capable d'impulser la transformation structurelle de l'économie du pays. Une démarche dont la réussite permettra au président Biya de voir concrétiser un de ses engagements phares, celui du relèvement du niveau de vie des populations et à la promotion du développement de l'entrepreneuriat au Cameroun.

André Noir

## CAISSE DE DEPOTS

## Le Cameroun instruit la poursuite du transfert des fonds dévolus à la Cdec

La lettre circulaire signée le 11 juillet 2024 par le secrétaire général de la Commission bancaire d'Afrique Centrale (Cobac) Marcel Ondele invitant les banques, microfinances et établissements de paiement au Cameroun, de « sursoir au processus de transfert des avoirs en déshérence au profit de la Cdec » a fait réagir la plus haute autorité du pays.



À travers une correspondance adressée le 1er août 2024 au ministre des Finances, le Secrétaire général de la Présidence de la République Ferdinand Ngoh Ngoh transmet les instructions du chef de l'Etat Paul Biya qui invite Louis Paul Motaze à « veiller avec la Cdec [...] à la poursuite effective, diligente et sereine du processus de transfert des fonds entamé ». Ainsi, Yaoundé invite le gendarme bancaire à « rapporter sa correspondance du 11

juillet 2024 relative à la suspension du processus de transfert des avoirs en déshérence, et d'axer ses réflexions sur d'éventuelles activités bancaires résiduelles, susceptibles d'être exercées par les Caisses de dépôts et consignations, lorsque celles-ci n'ont pas créé des filiales à cet effet ».

Ladite circulaire faisait en effet référence aux inquiétudes exprimées par le régulateur du secteur bancaire en zone Cemap vis-à-vis de l'obligation faites aux banque camerounaises de transférer les avoirs dits en déshérence à la Caisse de dépôts et consignations (Cdec). Soulignant que cette opération nécessite des clarifications préalables sur leur nature, les modalités de conservation, de gestion et de restitution. Une posture soutenue par le Fonds

monétaire international (FMI). Dans un rapport publié ce 22 juillet 2024 et consulté par EcoMatin, l'institution de Bretton Woods souligne que « la Cdec devrait être pleinement reconnue par la Cobac en tant qu'institution financière, sans bénéficier d'exemptions spécifiques en raison de son appartenance à l'Etat ». Et d'ajouter : « le mandat de la Cdec devrait être explicite à cet égard et figurer dans les textes d'application de la loi régissant les activités de la Cdec qui doit être adoptée par les autorités ». Reste que Yaoundé ne perçoit pas l'affaire du même oeil.

Dans une interview accordée le 15 juillet dernier à 2coMatin, le DG de la CDEC, Richard Evina Obam, s'insurge contre la sortie du secrétaire général de la Cobac qu'il présente comme une violation de la souveraineté du Cameroun. Pour le dirigeant camerounais, il est incompréhensible que le régulateur bancaire de la Cemap, chargé de veiller au respect par les établissements de crédit, des dispositions législatives et réglementaires édictées par les autorités nationales, en vienne à requérir le report de l'application d'un décret du Premier ministre camerounais, pris en application d'une loi d'un Etat souverain, ceci, fait-il savoir, en contradiction avec l'article 1er de l'annexe de la convention portant création de la Cobac.

*« En l'absence d'un cadre réglementaire communautaire, les États membres souverains sont libres d'appliquer leurs législations et réglementation nationales que la Cobac est tenue de les faire respecter par les établissements de crédit, en application de l'article 1er de l'annexe à la convention portant création d'une Commission Bancaire de l'Afrique Centrale »,* dicit Richard Evina Obam. Et de préciser : « en vertu du principe de subsidiarité et en cas de compétences concurrente, les Etats membres ont une compétence par défaut sur tous les domaines non réglementés par le droit communautaire, ce qui est le cas du service public des dépôts et consignations. La construction communautaire est faite par les Etats et non par la défense des intérêts corporatifs ».

Notons qu'à date, ce sont au moins 27 milliards de Fcfa qui ont été transférés par plusieurs institutions à la Cdec dont Société Générale, Bicec, Standard Chartered Bank, SCB, le Crédit Foncier du Cameroun et même la Beac Cameroun, s'arrimant ainsi au délai du 31 mai 2024 édicté par le Premier ministre camerounais.

Placide Onguéné

## GOUVERNANCE

## INDUSTRIES EXTRACTIVES

## Quand la Côte d'Ivoire entre dans la cour des grands

Découvertes de gisements d'or, de coltan et de pétrole... Ces dernières années, la Côte d'Ivoire émerge comme un leader de l'exploitation des ressources extractives, en Afrique et au-delà. Une dynamique qui s'inscrit dans la vision du Président Ouattara de faire du secteur des ressources minérales et de l'énergie un moteur de croissance soutenue et durable de l'économie en Côte d'Ivoire.



devenir un grand exportateur des produits miniers

Devenir un « grand exportateur » de produits miniers et pétroliers d'ici 2030. Voilà l'une des ambitions clés de l'État ivoirien, matérialisée ces dernières années par une série de découvertes successives et par l'octroi croissant de nouveaux permis d'exploration. Lors du conseil des ministres du 26 juin, le gouvernement a encore franchi une étape en accordant, par décrets, neuf permis de recherche minière, dont huit exclusivement dédiés à l'exploration de l'or. Pour Abidjan, la dynamique est lancée. En novembre prochain, le pays, nourri d'ambitions fortes et de nombreux rêves, aspire à devenir un hub incontournable des industries, avec l'organisation à Abidjan de la première édition du SIREXE 2024. Pour les observateurs, il s'agit d'un véritable basculement géostratégique qui redéfinit le rôle du pays sur l'échiquier mondial des ressources naturelles.

Que ce soit dans le secteur minier, le

secteur pétrolier ou encore celui de l'énergie, la Côte d'Ivoire, au-delà des ambitions et des projets de grande envergure encore en gestation, affiche déjà des résultats concrets sur le terrain.

Dans le secteur minier, le pays a enregistré une croissance fulgurante, avec un chiffre d'affaires qui a bondi de près de 30% en 2020, atteignant 998,8 milliards FCFA et de 23,25% en 2022, pour s'établir à 1 422,55 milliards FCFA. Cette ascension est alimentée par la mise en service de nouvelles mines, comme celle de Yaouré, et par l'expansion des exploitations existantes. Le gouvernement n'est pas en reste, ayant renforcé les cadres légaux et opérationnels pour encourager les investissements et assurer une exploitation durable des ressources.

## UN LEADER EN DEVENIR

Devenue en une décennie un des leaders de la production d'or en Afrique de

l'Ouest, la Côte d'Ivoire a le potentiel pour s'inscrire dans la durée parmi les principaux producteurs sur le continent. Le pays attire des investissements qui permettent chaque année de nouvelles découvertes d'or. Les projets aurifères de Koné et Lafigué en sont des exemples notables.

Cette montée en puissance est stratégiquement soutenue par le Plan National de Développement 2021-2025, qui vise à augmenter la part du secteur minier dans le PIB de 3% à 6% et à booster la production d'or.

La Côte d'Ivoire, désormais considérée comme la neuvième puissance économique d'Afrique, attire un nombre croissant d'acteurs internationaux dans le secteur minier.

Alors que ces sociétés établies renforcent leur présence, de nouvelles entreprises scrutent avec intérêt ce marché émergent, motivées par les récentes découvertes et les politiques favorables à l'investissement.

## DEVENIR UN HUB ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE

Dans le domaine énergétique, la Côte d'Ivoire brille également avec le troisième plus grand réseau électrique d'Afrique de l'Ouest, doté d'une capacité installée de plus de 2 200 mégawatts. Certains observateurs classent la nation ivoirienne en deuxième position derrière le Nigeria. La transition énergétique qu'elle a amorcée connaît déjà des avancées notables avec de premières centrales solaires, notamment l'installation récente de 50 mégawatts de capacité solaire et le projet en cours pour une nouvelle centrale hydroélectrique de 275 mégawatts à Singrobo.

Cette diversification croissante de ses sources d'énergie a entraîné une augmentation notable de la part des

énergies renouvelables, qui représentent désormais environ 31% de la production totale d'électricité, grâce à des investissements dans l'hydroélectrique, le solaire, et l'éolien. Voilà de quoi nourrir l'ambition du Président ivoirien de « faire de la Côte d'Ivoire le réservoir énergétique de l'Afrique de l'Ouest ».

## DÉCOUVERTES DE GISEMENTS PÉTRO-GAZIERS EN CASCADE

Ces développements sont d'autant plus visibles avec les découvertes récentes dans le secteur pétrolier, et surtout la découverte du champ Baleine par Eni. Ce dernier, situé à 60 km au large, est le plus grand gisement découvert à ce jour dans le pays, avec des réserves estimées à 2,5 milliards de barils de pétrole brut et 3.300 milliards de pieds cubes de gaz naturel. Dans le même élan, le champ Calao, également situé en offshore et découvert peu après le champ Baleine, promet de renforcer davantage l'indépendance énergétique de la Côte d'Ivoire. Selon le Président Ouattara, la récente découverte de ces gisements permettra au pays d'avoir « une production nationale de pétrole d'environ 200.000 barils par jour en 2027 contre 60.000 barils aujourd'hui ». Pour atteindre cet objectif, des investissements de plus de 15 milliards de dollars sont prévus.

Cette nouvelle capacité contribuera significativement à l'objectif national de porter la production quotidienne de pétrole à près de 350.000 barils, des projections qui permettent à la Côte d'Ivoire de se positionner crescendo dans le cercle fermé des producteurs d'or noir en Afrique et qui légitiment l'ambition du pays de rejoindre l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) à l'horizon 2030.

Placide Onguéné

## DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

## La Bad prévoit « de répondre aux besoins urgents et croissants du continent » en matière de développement (Akinwumi)

Avec l'augmentation récente du capital la Banque africaine de développement (BAD), passé de 201 à 318 milliards de dollars, l'institution financière pourra répondre davantage « aux besoins urgents et croissants du continent ».

Le président de la Banque africaine de développement (Bad), Akinwumi Adesina, a fait part aux dirigeants africains des progrès réalisés dans la mobilisation des ressources financières nécessaires pour le développement du continent. A l'occasion de la sixième réunion de coordination semestrielle de l'Union africaine (UA), tenue à Accra, au Ghana, le Nigérian a mis en avant la récente augmentation du capital de l'institution financière panafricaine, passé de 201 à 318 milliards de dollars américains, indique un communiqué de l'institution.

Approuvé par le Conseil des gouverneurs lors des Assemblées annuelles à Nairobi en mai dernier, ce montant permettra à la Bad « de répondre aux besoins urgents et croissants du continent » en matière de développement, assure Adesina.

En début d'année, la Banque a lancé un capital hybride de 750 millions de dollars américains, une première pour une institution financière multilatérale, saluée

mondialement. « Ce capital hybride sera multiplié par quatre, ce qui permettra à la Banque d'augmenter sa capacité de prêt », a-t-il déclaré.

Le dirigeant a également souligné les efforts conjoints de la Banque africaine de développement et de la Banque interaméricaine de développement pour mettre en œuvre un nouveau modèle financier permettant de canaliser les droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement.

Adesina a informé les dirigeants des progrès réalisés pour que les richesses naturelles de l'Afrique soient prises en compte dans le calcul du produit intérieur brut (PIB), en soulignant le lancement du Mécanisme africain de stabilité financière pour atténuer les chocs financiers subis par les économies africaines.

Pour renforcer la sécurité alimentaire,

la Banque a lancé un programme régional de développement du riz en Afrique de l'Ouest, à hauteur de 650 millions de dollars, en collaboration avec le Centre du riz pour l'Afrique. Environ un million d'agriculteurs dans quinze pays devraient en bénéficier, a-t-il indiqué.

« Dans cinq ans, l'Afrique de l'Ouest deviendra autosuffisante en riz », a affirmé Adesina, citant également le succès de l'Éthiopie, devenue autosuffisante en blé en moins de quatre ans grâce au programme de la Banque, Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine (TAAT).



Akinwumi Odesina, Président de la BAD

FINANCEMENT

# Le Cameroun signe 7 conventions pour 429,9 milliards de Fcfa au premier semestre 2024

Depuis le début de l'année 2024, l'État du Cameroun a signé un total de sept conventions de financement, représentant un montant global de 429,9 milliards de Fcfa, selon la récente Note de conjoncture mensuelle de la dette publique publiée par la Caisse autonome d'amortissement (CAA) le 19 juillet dernier.



Convention pr 429.9 milliards FCFA au premier semestre

Durant le deuxième trimestre de 2024, le gouvernement camerounais a signé trois conventions de financement pour un montant total de 189,2 milliards de FCFA. De ce fait, sur un plafond d'engagements fixé en valeur nominale à 950 milliards de FCFA, les engagements réalisés à fin juin 2024 se chiffrent à 429,9 milliards de FCFA, représentant un taux de réalisation de 45 %. Parmi ces engagements, 42,2 % concernent des prêts concessionnels et 57,8 % des prêts non concessionnels, précise l'organe en charge de la gestion de la dette publique du Cameroun.

Dans le détail, indique la CAA, un prêt de 7,83 milliards de FCFA a été signé le 11 janvier 2024 avec la Standard Chartered Bank pour financer la construction de la route dépendant d'Ebolowa à Kribi (179,2 km) dans la région du Sud. Le 30 janvier, un accord de financement de 50 milliards de FCFA a été signé avec la Standard Chartered Bank et UK Export Finance pour le projet d'aménagement de 15 280 hectares de périmètres hydroagricoles dans les localités de Mbéré, Vina et Faro et Deo dans la région de l'Adamaoua. Le 24 février 2024, un accord de prêt de 180,98 milliards de FCFA a été signé avec l'Association internationale de développement (IDA), institution de la Banque mondiale, pour le projet régional d'amélioration de la performance du corridor ferroviaire/ route Douala-N'Djaména.

Le 12 avril 2024, un accord de prêt de 133,23 milliards de FCFA a été signé avec la Banque

africaine de développement (BAD) pour le projet d'aménagement territorial et de promotion du secteur privé de la région de l'Extrême-Nord. Le 22 juillet dernier, le président Paul Biya a signé un décret habilitant le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, à ratifier cet accord de prêt. Le 22 juin 2024, deux conventions de prêt totalisant 55,77 milliards de FCFA ont été signées avec la Standard Chartered Bank, Eximbank USA et Private Export Funding Corporation (Pefco) pour la constitution d'un parc intercommunal d'engins de génie civil et hydraulique. La première porte sur la facilité de crédit de 44,52 milliards de FCFA garantie par Eximbank USA et la deuxième est un prêt commercial de 11,25 milliards de FCFA.

Ces conventions de financement freinent l'ambition du pays d'accélérer ses projets d'infrastructure et de développement dans divers secteurs clés. Avec des engagements ciblés dans les secteurs routier, hydroagricole, ferroviaire et territorial, le pays se positionne pour renforcer son réseau de transport, améliorer la gestion des ressources en eau et promouvoir l'entrepreneuriat et l'infrastructure dans ses régions les plus reculées. La mise en œuvre efficace de ces projets devrait non seulement stimuler la croissance économique mais aussi renforcer la compétitivité du Cameroun dans la région, selon les autorités.

Omer Kamga

MOBILITE URBAINE

# Le projet de Bus Rapid Transit à Douala désormais sur les rails

Après plus de 2 ans d'attente, le président Paul Biya a signé, le 22 juillet 2024, deux décrets habilitant le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire à conclure deux accords avec des institutions du groupe de la Banque mondiale.



Améliorer la fluidité du trafic à Douala

Il s'agit d'un prêt de 126 milliards de Fcfa de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et d'un autre de 135 milliards de Fcfa de l'Association internationale de développement (IDA). Ces 261 milliards de Fcfa sont destinés à financer le Projet de mobilité urbaine de Douala (PMUD). Cette initiative vise à améliorer la fluidité du trafic dans la métropole économique en introduisant un système de bus rapides (Bus Rapid Transit, BRT).

Ce financement couvre 77,8% des coûts totaux du projet, évalué à 335,3 milliards de Fcfa. Les 62,1 milliards de Fcfa restants seront mobilisés grâce à des partenariats public-privé, tandis que le gouvernement camerounais, par le biais de la Communauté urbaine de Douala (CUD), fournira une contrepartie de 12,4 milliards de Fcfa pour les indemnités et la réinstallation des personnes affectées. La construction du réseau BRT nécessitera 291,9 milliards de Fcfa, soit 87% de l'enveloppe totale.

La Banque mondiale a approuvé ces prêts le 2 juin 2022. Les décrets d'habilitation du chef de l'État interviennent donc plus de deux ans après l'approbation de ces financements, dont la date de clôture est fixée au 16 juin 2028. Il reste ainsi un peu moins de quatre ans au Cameroun pour utiliser les 261 milliards de Fcfa mis à

disposition par l'institution de Bretton Woods. Il faudra donc aller vite, d'autant plus que ce retard dans la signature des décrets d'habilitation a entraîné un décalage de plus d'un an par rapport au chronogramme initial. Celui-ci prévoyait par exemple la signature des conventions de financement au premier trimestre 2023, et le maire de la ville, Roger Mbassa Ndine, projetait le démarrage du projet en juillet 2024. Cette signature devrait finalement intervenir après le premier semestre 2024 et la date de début des travaux reste incertaine.

Le BRT, système de transport en commun par bus à haut niveau de service, promet de transformer les déplacements dans la métropole économique du Cameroun avec trois lignes principales couvrant 28 km, 44 stations et quatre terminaux. Le projet comprend également des infrastructures telles que des égouts, un système d'approvisionnement en eau, un éclairage public amélioré et l'achat des bus. En plus des infrastructures de transport modernes, le projet comprend des aménagements urbains autour des stations BRT, des capacités institutionnelles renforcées pour les opérateurs de transports publics existants, ainsi qu'un système de gestion du trafic optimisé.

Cédric Boyomo

## LUTTE CONTRE LES HEPATITES VIRALES

# La prévention et la vaccination, comme moyens sûrs d'atteindre l'objectif global d'ici 2030

Dans le cadre de la commémoration de la Journée Mondiale contre les Hépatites, célébrée le 28 juillet de chaque année, le Ministre de la Santé Publique le Dr Malachie MANAOUA, a fait une déclaration de presse le lundi 29 juillet 2024, dans la salle des conférences du Centre de Coordination des Opérations d'Urgences de Santé Publique (CCOUSP).

Le thème de cette année, « *It's Time for Action* », incite à une mobilisation accrue pour éliminer les hépatites virales comme une menace grave pour la santé publique d'ici 2030.

En effet, depuis sa première célébration en 2010, la Journée mondiale contre les hépatites, désignée officiellement par l'OMS, vise à sensibiliser et encourager le dépistage et la vaccination, contre ces infections chroniques, qui touchent des centaines de millions de personnes dans le monde. Les Hépatites virales A et B sont responsables des maladies graves du foie et de nombreux décès.

Les données disponibles laissent entrevoir une prévalence élevée de ces maladies. L'hépatite B touche 11,2 % de la population, avec des disparités régionales marquées, notamment dans l'Extrême-Nord où la prévalence atteint 17,7%. L'hépatite C affecte 1,3% de la population générale. La prévalence de l'hépatite D parmi les personnes infectées par l'hépatite B est de 10,5%.

Les hépatites se transmettent principalement par le contact avec du sang contaminé, les rapports sexuels non protégés, et de la mère à l'enfant à la naissance pour les hépatites B et D

Les groupes les plus vulnérables comprennent les professionnels de santé, les personnes non vaccinées, les consommateurs de drogues injectables, et les personnes ayant reçu des produits

sanguins avant 1990.

La prévention passe par la vaccination, la sécurité des pratiques médicales, et une sensibilisation accrue. Pour le membre du gouvernement, les objectifs qu'il a fixé à son équipe incluent la connaissance du statut sérologique par 90% des patients, la mise sous traitement de 90% des patients dépistés positifs, et une réduction de 65% du taux de mortalité lié aux hépatites.

Le plan stratégique national vise à intégrer la lutte contre les hépatites dans d'autres programmes de santé publique et à renforcer l'accès universel aux services de prévention et de traitement.

Dans sa prise de parole, le Dr Malachie MANAOUA a exprimé sa gratitude envers toutes les parties prenantes de la lutte, pour leur soutien continu. Il a également détaillé les efforts du Gouvernement, intégrant le lancement de la campagne Vacances Sans SIDA, et l'amélioration des infrastructures de santé pour la détection et le traitement des cas.

Notons que en 2023, le Cameroun a détecté plus de 12 000 nouveaux cas d'hépatite virale B et près de 3 800 cas d'hépatite C, avec un impact significatif sur la santé publique. La priorité est désormais de réduire ces chiffres et d'atteindre l'objectif de zéro nouveau infecté par l'hépatite B, tout en élargissant l'accès au traitement pour les patients existants.



Les défis à surmonter sont les nouvelles approches

Pour cet accompagnement, dix-neuf (19) centres de traitement agréés et deux (02) centres de dispensation ont été mis en fonctionnement sur toute l'étendue du territoire national. Ce qui permet d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients, par une dynamique de proximité et de disponibilité du traitement.

Les défis à surmonter sont les nouvelles approches et financements innovants qui sont en cours d'implémentation, afin d'accroître les chances des

populations à un accès équitable à la prévention et la prise en charge de ces pathologies.

Le Cameroun se positionne ainsi fermement dans la lutte mondiale contre les hépatites, avec une vision claire pour atteindre les objectifs de réduction de la prévalence et d'élimination des hépatites virales d'ici 2030.

Elise Nguélé

ENTREPRISE

ALIMENTATION ELECTRIQUE

# Le groupe Prometal augmente sa capacité pour plus de performance

Après l'extension de ses unités de production, le groupe Prometal augmente sa capacité d'alimentation énergétique. La Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel) envisage d'installer dans la zone industrielle de Douala Bassa un poste de transformation d'une capacité totale de 90/15kv-75Mva pour connecter l'entreprise industrielle à son réseau.

Par avis d'appel d'offre, la Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel) vient de sélectionner le groupement City Centre/Alliances Services/Coget Sarl pour le marché portant sur la conception, la fourniture, le transport, le montage, l'installation, le raccordement et la mise en service d'un poste de transformation d'une capacité totale de 90/15kv-75Mva. Le montant global des travaux qui sont répartis en 2 lots, est d'environ 4,3 milliards de FCFA.

Ce poste de transformation haute tension viendra accroître la capacité énergétique de l'entreprise Prometal, qui se positionne comme une référence sous régionale dans la production métallurgique. L'entreprise a, en effet, inauguré en janvier dernier, deux nouvelles usines dans la ville de Douala. L'une est une usine de transformation de l'acier qui devra porter la production annuelle du groupe à

360 000 tonnes métriques de produits en acier finis, tandis que l'autre unité est spécialisée dans la production de bouteilles de gaz et de structures métalliques. Dotée d'équipements de dernière génération, l'usine PROGAZ Unit a la capacité de produire 600 000 bouteilles de gaz par an, répondant ainsi aux besoins croissants du marché national et permettant de réduire considérablement les importations. Cette prouesse technologique s'inscrit dans la volonté du groupe Métal de contribuer à la modernisation de l'industrie camerounaise et à l'émergence d'un savoir-faire local de pointe.

Rappelons que depuis la mise en service de cette unité de production de bouteille de gaz, l'entreprise multiplie des réceptions de visite des industriels métalliques qui viennent toucher du doigt les réalisations de cette unité fondamentale à leurs activités. C'est le cas de Neptune Oil, Sedecam, Tank'Oil,



Acroître la capacité énergétique de l'entreprise

Total Energies Cameroun, Camgaz et plus récemment encore Bocom Petroleum, tous venus se rassurer des avantages multiples que leur partenariat avec Progaz est susceptible de

générer dans la croissance de leurs activités.

Cédric Boyomo

BUSINESS

# Les IDE ont rapporté 610,3 milliards de Fcfa au Cameroun en 2023

Selon le rapport sur l'économie camerounaise en 2023 publié par la Direction Générale de L'Economie au ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat), ce montant est en hausse de 33,2 milliards de Fcfa par rapport à 2022.



Ces flux d'investissements ont permis de réaliser plusieurs

Le Cameroun occupe généralement des places peu honorables dans les classements sur le Doing business réalisés par des organismes internationaux et même locaux. En 2020, Yaoundé occupait la 67ème place sur 190. Reculant ainsi d'une place par rapport à 2019. Selon le Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam) qui a fait l'économie de cette performance dans un communiqué sans préciser la source d'où elle la tirait, indiquait par ailleurs que cette dernière maintenait le pays dans la liste des 25 pays sur 190 où le climat n'est pas favorable aux affaires. Toutefois, dans le même document, cette ancienne organisation patronale majeure camerounaise n'a pas oublié de mentionner les efforts consentis par le Cameroun pour améliorer le climat des affaires. « Le Cameroun a entrepris, notamment dans le cadre du Cameroon Business Forum (CBF), plusieurs réformes pour améliorer son environnement des affaires avec pour objectif d'attirer des investissements locaux et directs étrangers nécessaires à la croissance économique, à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de vie de ses populations. Notre pays a enregistré des avancées non négligeables dans ce domaine. Plusieurs structures d'accompagnement des entreprises ont été créées. Il existe une panoplie de dispositifs de promotion de l'investissement privé au Cameroun. Le pays a diversifié ses partenaires commerciaux », peut-on lire dans ce manifeste.

RÉFORMES ENCOURAGEANTES

Le Cameroun n'a pas dérogé à cette politique qu'il a poursuivie au fil des années en insistant notamment sur la facilitation des procédures de conformité administrative, indique le rapport sur l'économie camerounaise en 2023 publié par le Minepat. Ces efforts ont eu un impact considérable auprès des investisseurs étrangers qui ont accru leurs investissements sur le territoire national. En effet, en 2023 le Cameroun a capté 610,3 milliards de FCFA d'investissements directs étrangers (IDE). A

en croire le ministère de l'Economie qui a révélé cette information dans le document susmentionné, ce montant est en hausse de 33,2 milliards de FCFA par rapport à celui enregistré en 2022. « Conjugée aux ressources des investisseurs locaux, ces flux d'investissements ont permis de réaliser plusieurs projets d'envergure dans le sous-secteur des industries manufacturières singulièrement », indique le Minepat dans le rapport évoqué supra. Cependant, ce département ministériel est convaincu que ces investissements pourraient croître davantage, si le Cameroun s'attèle avec ardeur à la mise en œuvre de certaines réformes, ou du moins à une poursuite efficace de celles qui sont déjà en cours d'implémentation. Il s'agit notamment de la digitalisation de l'administration publique, la facilitation de l'accès aux facteurs de production, l'innovation au sein des entreprises, l'amélioration de l'offre d'infrastructures.

A L'ÉCHELLE DE LA CEMAC

Ces recommandations sont d'autant plus importantes si on met la lumière sur le fait qu'en 2023 le Cameroun, première économie de la zone CEMAC, n'est que la 3e destination des investissements directs étrangers captés au cours de la période sous-revue dans la sous-région. Il est devancé par le Gabon et le Tchad, d'après des données compilées par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Dans le détail, les IDE reçus par le Gabon en 2023 sont ressortis à 1,15 milliard de dollars, correspondant à 706,3 milliards de FCFA, contre 678 milliards de FCFA en 2022, selon les données de la Cnuced. Au Tchad, le volume d'IDE capté est parti de 614 millions de dollars (376,8 milliards de FCFA) en 2022, à 913 millions (560,3 milliards de FCFA) de dollars en 2023.

André Noir

GESTION DES DECHETS DANGEREUX

# Bocom international remporte le marché 38,9 millions de Fcfa à la Sonara

L'entreprise privée camerounaise vient de décrocher un marché de 38,9 millions de Fcfa relatif à l'élimination finale des déchets dangereux issus des activités de la société nationale de raffinerie (sonara).



L'entreprise privée camerounaise vient de décrocher un marché de 38,9 millions de Fcfa à la Sonara



Bocom International est l'entreprise qui a été retenue par la Société nationale de raffinage (Sonara) pour réaliser les prestations contenues dans un appel d'offres national ouvert qu'il a lancé le 4 juin 2024, relatif à l'élimination finale de ses déchets dangereux. C'est du moins ce qu'on peut lire dans une décision rendue publique le 11 juillet 2024 par le directeur général de la Sonara, Bako Harouna. Concrètement, pendant 2 mois, Bocom International aura pour mission: la collecte des déchets industriels dangereux à travers les différents sites de stockage de la Sonara; le nettoyage de la zone de stockage des déchets industriels dangereux après conditionnement et récupération desdits déchets; l'enlèvement et le transport des déchets dangereux vers le centre de traitement agréé par l'Administration; la fourniture d'un certificat de prise en charge de ces déchets dès le transport vers le centre de traitement agréé par l'Administration; l'élimination finale des déchets industriels dangereux ainsi transportés au centre de traitement sus-évoqué.

d'offres relatif à la gestion des déchets dangereux produits par la Sonara.

En 2022, Bocom a même réussi l'exploit de soufler ce marché à Seca, (Services camerounais d'assainissement), une filiale d'Hysacam, l'une des entreprises chargées du ramassage et du traitement des ordures ménagères à travers le pays. « Dans le souci de rester en conformité avec la réglementation nationale et internationale en matière de protection de l'environnement, la Sonara met en place des mesures visant à prévenir le déversement de ces produits dangereux, mais aussi à intervenir en urgence au cas où ceux-ci venaient à se produire. D'où la nécessité d'avoir en permanence sur le site une structure spécialisée, capable de remédier à toute situation d'urgence due à un déversement au sol de ces produits et limiter ainsi les conséquences de la pollution qui pourraient suivre », expliquait la Sonara

Cette entreprise devra également fournir des rapports d'exécution en français et en anglais dans lesquels on retrouvera: le certificat de traitement, les copies des bons d'évacuation des déchets Industriels (Bedi) fournis par la Sonara, dûment signés à la sortie de la Sonara et à l'entrée du centre de traitement, les manifestes de traçabilité des déchets obtenus auprès du Mineped pour chaque voyage, dûment signés à la sortie de la Sonara par la délégation départementale du Mineped pour le Fako et à l'arrivée par la délégation du Mineped territorialement compétente. Ce n'est pas la première fois que Bocom International est sélectionnée dans le cadre d'un appel

Créée en 2002, Bocom International est la toute première entreprise du Groupe Bocom spécialisée dans le tri, la collecte, le transport et l'élimination finale des déchets toxiques et/ou dangereux, la valorisation des boues d'hydrocarbures et l'analyse industrielle. Ces déchets sont collectés et transportés dans le respect des normes internationales en matière d'environnement et de sécurité. Le processus d'enlèvement prévoit l'emballage des déchets dans des containers appropriés, et le transport dans des camions adaptés vers le site de Bocom International de Douala, pour recyclage ou valorisation.

Paul Nkala

## DISTINCTION

# Access Bank obtient une double reconnaissance pour sa défense du développement durable en Afrique

Access Bank a reçu une double reconnaissance pour sa défense du développement durable en Afrique lors des Euromoney Awards for Excellence 2024. La banque a été nommée meilleure banque du Nigeria et meilleure banque du Ghana pour les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).



Selon la banque, ces distinctions soulignent ses performances exceptionnelles et son engagement en faveur de pratiques durables dans l'ensemble de ses opérations en Afrique. Depuis plus de deux décennies, Access Bank a constamment démontré sa capacité à innover et à fournir des solutions sur mesure qui répondent aux besoins de sa clientèle diversifiée. La banque a également fait preuve de leadership dans les pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), se classant parmi les chefs de file du continent en matière de finance durable.

Commentant ces prix, Roosevelt Ogbonna, président-directeur général d'Access Bank Plc, a déclaré : « Cette reconnaissance par Euromoney ne reconnaît pas seulement nos réalisations, elle reflète également nos aspirations futures en tant que banque. Chez Access, nous sommes animés par un objectif qui consiste non seulement à répondre aux besoins financiers de nos clients, mais aussi à avoir un impact positif durable sur les communautés que nous servons. Ces prix nous motivent à continuer à montrer la voie en matière de pratiques bancaires responsables à travers l'Afrique. »

S'exprimant également sur les prix, Olumide Olatunji, directeur général d'Access Bank Ghana indique que « Notre engagement en faveur du développement durable fait partie intégrante de tout ce que nous faisons chez Access Bank Ghana. Que ce soit par notre soutien aux sports de masse, comme notre partenariat

avec la Division One League de la Ghana Football Association, ou nos initiatives environnementales comme la plantation de plus de 20 000 plants à travers le pays et la campagne « A Sandal More for a Better Tomorrow », nous nous engageons à enrichir les vies et à bâtir des communautés résilientes. »

L'année dernière, Access Bank Nigeria a reçu la note « Leader du marché » d'Euromoney, dans les domaines de la banque d'entreprise, de la RSE, des solutions numériques, de l'ESG et de la banque aux PME. De même, Access Bank Ghana a été classée « Leader du marché » en matière de RSE, ce qui confirme son fort impact sur les communautés locales.

Les Euromoney Awards for Excellence sont largement reconnus comme le programme annuel de récompenses par excellence pour le secteur bancaire mondial. Depuis plus de 30 ans, Euromoney récompense les banques et les banquiers qui font preuve de différenciation et d'innovation, établissant ainsi la référence du secteur en matière d'excellence. Cette année, les réalisations d'Access Bank ont été reconnues, réaffirmant son leadership dans le secteur financier.

André Noir

## BUSINESS

# Les ventes de Dangote Cement augmentent de 1,4% au 1er semestre 2024

Entre janvier et juin 2024, la filiale camerounaise du groupe nigérian Dangote Cement a commercialisé 712 100 tonnes de ciment en hausse de 1,4% en glissement annuel, selon les données non auditées de l'entreprise. A la période sous-revue, Dangote estime le marché du Ciment estimé au Cameroun à 2,1 millions de tonnes.



Cette performance a été soutenue par la relance des projets de construction gouvernementaux, qui ont non seulement stimulé le secteur, mais ont également renforcé la croissance industrielle globale. Parmi ces projets figurent la construction de l'autoroute entre Douala et Yaoundé, ainsi que divers projets routiers et de ponts à travers le pays. « Ces initiatives ont créé un marché florissant pour le ciment », relate l'entreprise.

Tout comme le premier trimestre, Dangote Cement Nigeria a approvisionné en clinker la filiale camerounaise. La franchise nigériane a expédié 412 200 tonnes de clinker vers le Cameroun et le Ghana, et 155,8 tonnes vers d'autres pays.

L'approvisionnement en intrants auprès d'autres entités du groupe permet à Dangote Cement Cameroun de s'affranchir de la hausse des cours du clinker sur le marché international. De plus, avec la dévaluation du naira, la société a sans doute profité d'un gain de

change dans le cadre de ses opérations avec sa sœur nigériane. « En tirant parti de notre stratégie robuste d'exportation-importation de clinker du Nigeria vers le Ghana et le Cameroun, cet effort a entraîné une hausse de 55,2 % de nos exportations nigérianes, soulignant notre engagement envers l'autosuffisance africaine », indique le Directeur Général du groupe Dangote.

Malgré une performance robuste, le secteur du ciment au Cameroun n'est pas sans défis. Les pressions inflationnistes et la hausse des coûts du carburant ont eu un impact sur les opérations. Néanmoins, la demande de ciment devrait rester élevée à court terme, soutenue par les nombreux projets de construction en cours. Les projets d'infrastructure, tels que les routes et les ponts, continuent d'être des moteurs clés de cette demande.

Omer Kamga

## PERFORMANCE

# Plus de 12 milliards de Fcfa réalisés en bénéfice chez EDC pour l'année 2023

Sur la base de la 53ème session ordinaire du Conseil d'administration qui s'est tenue le 21 juin 2024 au siège de la Société de développement de l'électricité (EDC), la Société a réalisé plus de 12 milliards de Fcfa de bénéfice pour l'année 2023.

Ce résultat a été obtenu grâce à un certain nombre de réformes menées par la direction de l'entreprise, dont une gestion plus efficace des dépenses, la mise en place d'un système biométrique pour encourager la ponctualité et la diligence parmi les employés de la Société. Mais, par-dessus tout, la bonne performance réalisée par EDC en 2023 découle de l'arrivée dans son portefeuille comptable des revenus issus de la vente directe de l'électricité produite par les centrales de Memv'élé (211 MW de capacité) et de Lom Pangar (30 MW).

Malgré ces performances record, le Conseil d'administration a exprimé des préoccupations quant à la santé financière d'EDC qui reste « précaire ». La société continue de rencontrer des difficultés majeures dans le recouvrement des redevances d'eau, sa principale source de revenus. Bien que l'exercice 2023 ait permis d'encaisser 12,5 milliards de Fcfa, la situation reste tendue.

Au cours de l'exercice 2022, les factures relatives à la vente de l'électricité du barrage de Memv'ele sont ressorties à plus de 23 milliards FCFA selon le rapport 2022 de la Commission technique de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic (CTR). La société enregistrait un bénéfice net après impôt de 3,1 milliards de Fcfa en 2022 contre 572,7 millions de Fcfa un an plus tôt. Cela représente une hausse de 2,6 milliards de Fcfa (+520%).

Malgré un environnement économique caractérisé par l'inflation, des impôts élevés et une baisse remarquable du pouvoir d'achat, EDC a continué de faire de la gestion axée sur les résultats sa priorité. Les trois premières turbines de la centrale électrique de Lom Pangar ont été mises en service avec succès et joueront un rôle important dans la fourniture d'électricité stable aux ménages de toute la région de l'Est, y compris Bertoua, Abong Mbang et Batouri, et le projet supplémentaire d'électrification de 150 villages de la région de l'Est d'ici la fin de l'année a fait des progrès significatifs.



Théodore Nsangou, Directeur général d'EDC

La signature du contrat le 17 juillet 2024 entre EDC et ISL Engineering au siège de l'entreprise pour débiter les études de faisabilité d'un nouveau barrage hydroélectrique à Mbakaou dans le département de Djerm, vise non seulement à augmenter l'approvisionnement énergétique national, mais surtout celui des régions du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua, créant ainsi un potentiel supplémentaire de développement économique et d'emploi.

Cédric Boyomo

## PERFORMANCES

# Tradex enregistre un chiffre d'affaires record de 390 milliards de Fcfa en 2023

Le distributeur de produits pétroliers, Trading and exploitation S.A (Tradex) a récemment publié son bulletin d'informations trimestriel dressant le bilan de ses activités pour l'exercice 2023 qu'elle qualifie de l'année « la plus fructueuse de l'histoire sur le plan commercial ».

Dans ce document, Tradex fait état d'une hausse exceptionnelle de 30,5% des ventes de produits liquides (carburants) et 3% des ventes du gaz domestique avec des résultats financiers historiques, malgré l'instabilité de l'approvisionnement du Cameroun en produits pétroliers due aux conflits internationaux. « Sur les produits liquides spécifiquement, les volumes commercialisés atteignent leur plus haut niveau depuis 2006, année de l'entrée de la société dans la distribution des produits finis », peut-on lire.

Si, un an plus tôt, l'entreprise annonçait avoir vendu sont 616 000 M3 de carburants et 110 102 tonnes métriques de gaz butane qui ont été vendus sur le marché camerounais, elle renseigne cette fois-ci avoir acquis « plus d'un demi-million de mètres cubes (M3) de carburant et un peu plus de 100 000 tonnes métriques de gaz domestique », sur 2,2 millions de tonnes d'hydrocarbures importées par le pays durant la période sous revue (INS). Calculette en mains, Tradex aurait mis en vente 803 880 M3 de carburants et 113 405 tonnes métriques de gaz sur le territoire national suivant les pourcentages sus indiqués. L'entreprise, qui n'a pas communiqué sur ses résultats financiers, a toutefois décrit l'année 2023 comme une année « records », avec un résultat net et un chiffre d'affaires des plus élevés de l'histoire de Tradex. Toute performance favorisée par la bonne tenue des activités commerciales et une bonne maîtrise des coûts de non-qualité. Selon une source bien informée, l'opérateur aurait réalisé un chiffre d'affaires de 390 milliards de Fcfa, pour un bénéfice de 15 milliards de Fcfa l'année dernière.

En dépit de cette embellie, la société spécialisée dans la distribution des produits pétroliers relève que l'année écoulée a été marquée par des restrictions sur la limitation d'importation et distribution des produits pétroliers sur le marché local. « Cette situation a négativement impacté notre capacité à satisfaire intégralement les attentes de



Siège social Tradex, Bonanjo

nos clients consommateurs et industriels », indique le Directeur général, Simon Paley. En effet, le secteur de la distribution des hydrocarbures au Cameroun évolue dans un contexte de multiplication de mesures de contingentement décidées par les pouvoirs publics, en raison de la faiblesse des stocks sur le territoire national suite à l'incendie qui a touché la Société nationale de raffinage (Sonara), unique raffinerie du pays, en mai 2019.

Entre 2022 et 2023, la conjoncture pétrolière internationale défavorable a contribué à maintenir un écart persistant entre les prix réels des produits pétroliers importés et leurs prix appliqués à la pompe au Cameroun, traduit par un important soutien à la consommation et, par conséquent, par un niveau élevé de manque à gagner (perte sur un bénéfice envisageable) à compenser par l'État aux importateurs. Toutefois, le président camerounais, Paul Biya, a entériné, en 2023, une nouvelle réduction des subventions des produits pétroliers, allouant environ 640 milliards de Fcfa contre 780 milliards de Fcfa en 2022. Une manifestation des efforts du gouvernement pour équilibrer les coûts et les besoins en approvisionnement en produits pétroliers au Cameroun tant pour les distributeurs que pour les consommateurs.

Omer Kamga

## PROMOTION DE L'INNOVATION

# Le Cameroun accueillera le Comité intergouvernemental de la CEA en octobre prochain

L'annonce a été faite lundi 29 juillet 2024 à Yaoundé par le Directeur du Bureau sous-régional Afrique centrale de la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Jean Luc MASTAKI, au cours de l'audience à lui accordée par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine OUSMANE MEY.



Jean Luc Mastaki (CEA) et Alamine Ousmane Mey (Minepat)

« Je vous remercie pour le choix porté sur le Cameroun pour la tenue de cette rencontre de très haut niveau. Je marque l'adhésion du Ministère de l'Economie pour accompagner la réussite du Comité intergouvernemental » ainsi a été marqué l'accord du

Minepat, Alamine Ousmane Mey. Au cours des échanges, Jean Luc Mastaki, Directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA a officiellement présenté à son hôte les enjeux et implications de cette réunion statutaire qui incombe également au Bureau

de l'Afrique de l'Est. « Le Cameroun est notre pays hôte et la CEA est fière de tenir sa réunion statutaire à la maison. Cette session du CIE réunira deux Bureaux de la CEA et nous souhaitons que le leadership du Cameroun dans la sous-région nous serve de guide pour que l'Afrique centrale tire pleinement parti de cette expérience » a souligné Jean Luc Mastaki.

En 2024, les discussions porteront sur le thème « *Mise en œuvre rapide des solutions de recherche et d'innovation pour accélérer la diversification économique en Afrique Centrale et de l'Est* ». Pour Alamine Ousmane Mey « *cette thématique est une suite logique des discussions sur le consensus de Douala adopté en septembre 2017. La recherche et l'innovation ont accéléré le développement économique et particulièrement l'essor industriel partout où ils ont été intégrés. Si nous voulons atteindre le niveau élevé de valeur ajoutée, il y a besoin de renforcer la recherche et l'innovation* ».

La rencontre entre les deux responsables a également été l'opportunité de passer en revue la coopération entre le Cameroun et la CEA. Alamine Ousmane Mey a tenu à saluer « la qualité de la coopération qui est riche, dense et fructueuse tant au niveau régional que sous régional avec l'alignement de l'Afrique sur une position commune pour la réforme de l'architecture financière globale, l'appui

de la CEA dans l'élaboration de la stratégie nationale de développement (SND30), la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAF, la revue du plan d'industrialisation, le développement des chaînes de valeurs à travers la Zone Economique Spéciale sur le bois à Bertoua et le triangle de croissance Kribi-Edea-Douala. Nous nous en réjouissons et savons compter sur l'accompagnement de la CEA pour des enjeux de grande envergure comme la ZLECAF. Ce grand marché va tirer l'investissement, la transformation industrielle et la création d'emplois ».

Jean Luc Mastaki a quant à lui magnifié la disponibilité des experts du Ministère de l'économie pour des travaux au niveau national et sous régional. « Nous sommes bien engagés à poursuivre l'action en vue de l'amélioration des bases statistiques économiques et environnementales, le renforcement de la prospective, la mise en œuvre de la ZLECAF, la finance verte et les crédits carbone » a-t-il énuméré.

La réunion du Comité Intergouvernemental des Hauts fonctionnaires et Experts de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Est à venir sera l'occasion de solidifier ce partenariat.

Omer Kamga

## PARTENARIATS

## Le Congo conclut 7 accords avec le Fonds de Solidarité Africain

Après des échanges qu'il a eu le 22 juillet dernier avec les responsables des établissements de crédit installés au Congo, le Fonds de solidarité africain (FSA) a conclu, le 25 juillet à Brazzaville, des accords de partenariat avec quelques banques de la place et des organisations patronales.

Au total sept accords de partenariat ont été signés lors de la rencontre marquant le lancement officiel des activités du FSA au Congo. Le premier volet a été conclu avec quatre établissements bancaires, à savoir la Banque congolaise de l'habitat, la BGFI Bank et la Banque postale du Congo. BSCA Bank n'étant pas représentée.

Le second volet d'accords a été paraphé avec les organisations patronales, notamment l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo, le Congrès des chefs d'entreprises du Congo ainsi que les Chambres de commerce de Brazzaville et de Pointe-Noire.

Dans le cadre de ce contrat, le FSA va faciliter les banques congolaises à obtenir des prêts à des taux d'intérêts raisonnables afin que celles-ci financent à leur tour le secteur privé, notamment les petites et moyennes entreprises. L'objectif étant de booster ce secteur considéré comme levier de l'économie nationale afin qu'il contribue à la diversification de l'économie, à la création de la richesse et à l'amélioration du produit intérieur brut.

Présentant le FSA aux nouveaux partenaires, son directeur général, Abdourahmane Diallo, leur a parlé

des opportunités qu'offre sa structure et des avantages qu'ils peuvent tirer de cette collaboration. Selon lui, les interventions du FSA se feront sous forme de garantie, de refinancement et de caution aux banques congolaises, au Fonds de garantie d'impulsion et d'accompagnement afin de faciliter le développement des projets.

Le FSA favorisera aussi ses partenaires, selon cet expert, à souscrire aux emprunts obligataires, aux obligations du Trésor et l'offre du crédit.

S'exprimant pour la circonstance, le ministre de l'Economie et des Finances, Jean Baptiste Ondaye, a salué l'adhésion du Congo au FSA et estimé qu'il aidera le pays à atteindre certains objectifs qu'il s'est assignés. « *En adhérant à cette institution de financement multilatérale, le Congo a eu le temps de l'observer aux fins de la juger sur pièces. Au bout du compte, nous sommes persuadés que le FSA contribue au développement économique et au progrès social des Etats membres. Le Congo est aussi conforté par la technique d'intervention du FSA qui a pour base la garantie des prêts bancaires. Nous en appelons à la mise en place des partenariats gagnants-gagnants entre le Congo et le FSA, afin que soit résolue l'épineuse*

question de financement du secteur privé au Congo. C'est l'un des chevaux de bataille du gouvernement et l'une des orientations du chef de l'Etat », a souligné Jean-Baptiste Ondaye.

Créé en mars 1975 par les chefs d'Etat des pays membres, réunis en sommet à Bangui, en Centrafrique, le FSA est devenu opérationnel en septembre 1979. Il a pour objet de contribuer au développement économique et social de ses Etats membres régionaux, en facilitant l'accès aux ressources financières nécessaires à la réalisation des projets. Son siège se trouve à Niamey, en République du Niger.

Antoine Mboussi



Partenariats gagnants-gagnants entre le Congo et le FSA

## DISTINCTION

## Olam Agri reconnue Meilleure entreprise Agro-alimentaire au Cameroun

Olam Agri est ravie d'annoncer qu'elle a été reconnue Meilleure entreprise Agro-alimentaire au Cameroun lors de la Semaine Africaine du Développement Economique 2024 qui s'est récemment tenue au Palais des Congrès de Yaoundé.



Ce prix prestigieux reconnaît l'approche innovante d'Olam Agri en matière de sécurité alimentaire, ses contributions significatives au programme de sécurité alimentaire au Cameroun, son engagement en faveur de l'excellence, son investissement dans le bien-être de ses employés et son soutien indéfectible aux communautés. La société Olam Agri garantit les meilleures pratiques tout au long de la chaîne de valeur dans sa quête de transformation de l'industrie agroalimentaire au Cameroun et en Afrique de l'Ouest.

La Semaine Africaine du Développement Economique, une initiative de l'Agence Africaine de Développement Economique (AEDA) organisée conjointement avec le Gouvernement camerounais, vise à accélérer le développement socio-économique en Afrique. Cet événement, qui avait pour thème « *Restaurer, réformer et garantir des politiques économiques résilientes pour une prospérité partagée* », a rassemblé des experts économiques internationaux et africains, des leaders d'opinion et

des chefs d'entreprise des secteurs privé et public.

Veeresh Mallikarjun Hiremath, Senior Vice President et Directeur Général d'Olam Agri au Cameroun, a commenté cette reconnaissance : « *Ce prix est le reflet de notre engagement continu à contribuer au développement du Cameroun et à avoir un impact positif sur la sécurité alimentaire dans le pays. Nous remercions nos employés pour cela et, ensemble, nous continuerons à travailler avec le Gouvernement et les autres parties prenantes, pour le développement économique et social du pays. En tant qu'employeur de premier plan, nous nous engageons également à construire une organisation inspirante et performante où des employés passionnés stimulent la croissance de l'entreprise, contribuent à un avenir durable et construisent des carrières épanouissantes.* »

Elise Nguélé

## LIBRE ECHANGE

# Pourquoi la CEA encourage la mise en œuvre des zones économiques spéciales au Cameroun, au Tchad et en RDC

Du 18 au 19 juillet 2024 à Douala, le Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) a organisé, en partenariat avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), un atelier sous le thème : « Optimiser le potentiel de la Zlecaf en Afrique centrale : promouvoir l'inclusivité et l'égalité de genre dans les chaînes de valeur agricoles ». La question préoccupe la CEA parce qu'avec ses 160 millions de consommateurs, la CEEAC, qui regroupe 11 pays, dont le Cameroun, reste la région la moins intégrée du continent africain avec un volume de commerce intra-régional de 1,57%, alors que la moyenne dans les autres sous-régions varie entre 15 et 16%.

Pour accélérer la libre circulation des personnes et des biens dans la région et contribuer de façon significative dans la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), « il faut renforcer la capacité manufacturière de la sous-région par un tissu industriel puissant qui permettra de créer des chaînes de valeur régionales », préconise le directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA, Jean Luc Mastaki. Pour ce faire, l'institution onusienne soutient la mise sur pied de trois zones économiques spéciales (Zes) dans la sous-région : une première pour la transformation du bois à Bertoua, dans la région de l'Est au Cameroun ; une deuxième dédiée à la production de précurseurs de batteries, de batteries et éventuellement de véhicules électriques en République démocratique du Congo (RDC) et en Zambie et une troisième consacrée au bétail au Tchad.

Une Zes est un espace constitué d'un ou de plusieurs sites aménagés, viabilisés et dotés d'infrastructures en vue de permettre aux entités qui vont s'installer de produire les biens et les services dans les conditions optimales. Au Cameroun, le Bureau sous-régional revendique le rôle de chef de file dans l'appui à la création de la Zes pour la transformation du bois à Bertoua. D'après Jean Luc Mastaki, « l'adhésion du Cameroun à Africa Finance Corporation (AFC) en 2022 a permis au pays d'accéder au financement de l'AFC pour la mise en œuvre de la ZES à Bertoua pour laquelle 1000 hectares de terres ont été sécurisés et un processus d'indemnisation lancé pour le développement du pôle industriel ».

## TRANSFORMATION DU BOIS

Avec ces progrès, poursuit-il, l'AFC est maintenant engagée dans des discussions en vue de la signature d'une convention de financement avec le ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Mlinmidt) pour procéder à la mise en œuvre de la Zes à Bertoua. La CEA indique avoir facilité un processus d'apprentissage en reliant le Minmidt à la Zes

de Ngok au Gabon, une réussite reconnue dans l'industrialisation des produits du bois et l'un des moteurs de la transformation économique du pays.

Après trois ans d'hibernation, le projet de Bertoua reprend vie. Le 12 juillet 2024, un appel d'offres restreint a été lancé par le ministère des Mines pour la sélection d'un prestataire en vue de réaliser l'étude de faisabilité du parc industriel de cette Zes. Ets Cosmos Ingering, Cresi Sarl et Polygone Sarl sont les trois entreprises présélectionnées pour mener à bien cette étude d'une durée de trois mois, pour un coût de 50 millions de FCFA.

La création de cette Zes intervient dans un contexte d'interdiction d'exportation des bois sous forme de grumes dans la zone Cemaq (Tchad, Gabon, Congo, Guinée équatoriale, RCA) prévue à partir du 1er janvier 2028. Elle vise à booster la transformation du bois au Cameroun, qui n'exporte actuellement que 36% de sa production sous forme transformée, contre 64% sous forme de grumes. L'objectif est d'y créer des unités de transformation de 2e et 3e transformation (bois hydrauliques, assemblés, contreplaqués, meubles, etc.). La ville de Bertoua, explique la CEA, a été choisie parce qu'elle est située au cœur du massif forestier de l'Est et bénéficie d'une position stratégique pour l'exportation du bois vers les pays voisins tels que la République centrafricaine et le Congo-Brazzaville. Elle est également proche du chemin de fer reliant Belabo à Douala.

## BATTERIES DE VÉHICULE

L'autre projet soutenu par la CEA est la création de la Zes pour la production de batteries et de véhicules électriques en RDC et en Zambie. Le 27 mars 2023, le Bureau sous-régional a participé, avec l'Union africaine, la Banque africaine de développement, Afreximbank, la Facilité africaine de soutien juridique, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, à la signature d'un accord-cadre pour la création de ladite zone. Selon l'accord, la CEA et Afreximbank dirigeront la création d'une Société d'exploitation (OpCo) en consortium avec des investisseurs publics et



Renforcer la capacité manufacturière de la sous-région par un tissu industriel puissant qui permettra de créer des chaînes de valeur régionales

privés de la RDC et de la Zambie, ainsi que des investisseurs internationaux tels que la plateforme d'investissement FEDA d'Afreximbank. L'étude de pré-faisabilité de ce projet a été confiée à Arise Integrate Industrial Platform (Arise IIP), un développeur d'infrastructures panafricain. Les résultats, apprend-on, seront rendus en août prochain.

En tant que producteurs de plus de 70% du cobalt mondial et de 10% du cuivre mondial, les experts s'accordent à dire que la RDC et la Zambie sont dans une position unique pour passer du stade d'exportateurs de matières premières à celui de fabricants et fournisseurs régionaux et mondiaux de précurseurs de batteries.

Quant à la Zes sur le bétail au Tchad, la CEA indique

que les études sont avancées pour développer les chaînes de valeur de cette filière dans ce pays qui dispose d'un des plus grands cheptels du continent. L'institution onusienne dit attendre une accélération du projet par les nouvelles autorités politiques du pays pour le voir matérialiser dans les meilleurs délais.

Pour Adama Ekberg Coulibaly, économiste en chef et chef des initiatives sous-régionales du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale, ces initiatives qui associent les entreprises et travailleurs locaux doivent être financées conjointement par les secteurs public, privé et les bailleurs de fonds.

Placide Onguéné

## INITIATIVES

## 1 210 milliards Fcfa de la Banque mondiale pour soutenir sur 5 ans la « Vision 2035 » du

Dans un communiqué publié le 23 juillet, le groupe de la Banque mondiale a dévoilé son engagement à travers un nouveau Cadre de partenariat avec le Cameroun (CPF) couvrant la période de 2025 à 2029.



Ce partenariat stratégique vise à soutenir la « Vision 2035 » du Cameroun qui aspire à devenir « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». A cet effet, l'institution financière prévoit d'apporter plus de 2 milliards de dollars (plus de 1 210 milliards de FCFA) au cours de la période couverte par le CPF pour appuyer le développement économique du

pays. Cet apport financier vient en complément des 4,2 milliards d'engagements déjà en cours. Cheick F. Kanté, directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun, a souligné l'importance de ce partenariat dans la création d'emplois, notamment pour les jeunes. « L'un des axes principaux de notre collaboration est de créer des emplois plus nombreux et

de meilleure qualité, en particulier pour les jeunes, permettant ainsi d'améliorer les conditions de vie de la population camerounaise dans son ensemble et de préserver la cohésion sociale », a-t-il déclaré, selon le communiqué. L'autre objectif du nouveau CPF est de créer des institutions de prestation de services plus efficaces et plus inclusives, tout en accordant une attention particulière aux enjeux du climat et de la fragilité.

Le nouveau CPF représente une étape significative dans la collaboration entre le Cameroun et les institutions du groupe de la Banque mondiale : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Bird), la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (Miga). Ce partenariat mettra l'accent sur l'expansion des opportunités économiques, tout en consolidant les bases d'une croissance résiliente et inclusive pour le Cameroun.

Dahlia Khalifa, directrice régionale de l'IFC pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et centrale, a mis en avant le rôle essentiel du secteur privé dans la réalisation des objectifs du CPF. « Le secteur privé est appelé à jouer un rôle clé dans l'expansion des solutions d'énergie renouvelable, l'amélioration de la productivité agricole, la réduction du déficit d'infrastructures et l'augmentation des financements pour les micros, petites et

moyennes entreprises au Cameroun », a-t-elle dit.

Şebnem Erol Madan, directrice Analyses économiques et durabilité de la Miga, a souligné l'engagement du groupe de la Banque mondiale à mobiliser des financements privés et des investissements directs étrangers pour soutenir un développement inclusif et résilient au Cameroun. « Au cours de la période couverte par le CPF, le groupe de la Banque mondiale s'appuiera sur son expérience dans la mobilisation de financements privés et d'investissements directs étrangers dans divers secteurs, afin de soutenir un développement inclusif et résilient au Cameroun. Ces efforts seront consolidés par une collaboration soutenue entre la Banque mondiale, IFC et la Miga dans le développement conjoint des activités, notamment dans le cadre du déploiement de la plateforme de garanties du groupe de la Banque mondiale, placée sous l'égide de la Miga », a-t-elle précisé.

Selon la Banque mondiale, la préparation du nouveau CPF a donné lieu à des consultations avec les principales parties prenantes : pouvoirs publics, secteur privé, société civile, groupes de réflexion, universités et autres partenaires de développement.

Omer Kamga

## ENERGIE RENOUVELABLE

# Comment la BOAD finance la transition énergétique

Engagée dans la transition énergétique dans l'UEMOA, la BOAD, appuyée par ses partenaires, veut accélérer le rythme de ses investissements dans les énergies renouvelables, en ligne avec son plan stratégique Djoliba. Cependant, le défi reste entier face à un déficit énergétique criant.



Adrien Nkoghe Essingone, anci PAGE 10 Serge Ekué, Président de la BOAD en député gabonais

Le jeudi 27 juin dernier, la BOAD a annoncé qu'elle prévoyait d'injecter 15,5 milliards de FCFA dans la construction et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque dans le nord de la Côte d'Ivoire, couvrant près de la moitié du coût total de l'infrastructure. Ce financement s'ajoute à une série d'engagements pris par la banque de développement depuis le lancement du plan Djoliba en 2021. Ce programme d'investissements quinquennal, initié par Serge Ekué (photo), le président de l'institution, cible notamment le secteur de l'énergie, en particulier les énergies renouvelables, dans une région où le déficit énergétique continue de peser lourdement sur la croissance et constitue un frein à l'industrialisation. Alors même que le potentiel de la région est estimé à 517000 GWh pour le solaire photovoltaïque, 310000 GWh pour le solaire thermodynamique, 2367,76 GWh pour l'hydroélectricité, 75 GWh pour l'éolien, avec des ressources disponibles en hydrogène et biomasse, on est encore bien loin de l'objectif commun fixé par les États de parvenir un taux d'électrification de 100 % d'ici 2033.

## ACCÉLÉRER LE FINANCEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Pour l'institution de développement, l'objectif est clair : accélérer les investissements dans le secteur de l'énergie, notamment les énergies renouvelables et l'efficacité

énergétique, comme le détaille le troisième axe stratégique du Plan Djoliba. L'ambition est de taille : financer, entre 2021 et 2025, l'installation de 380 MW de capacité additionnelle, dont 39 % d'énergies renouvelables, pour un montant prévu de 497,3 milliards de Fcfa. Selon des sources au sein de la banque contactée par l'Agence Ecofin, la banque déploie activement son plan, ayant déjà investi dans plusieurs projets tels que la centrale solaire photovoltaïque de Blitta au Togo, la centrale hydroélectrique de Kourouba au Mali, et d'autres à Awandjélo au Togo et à Koudougou au Burkina Faso (20 MW), ainsi que la centrale solaire de Niakhar au Sénégal (30 MWc). Ces investissements s'ajoutent à un portefeuille de projets existants, dont la centrale solaire d'Akuo Kita Solar au Mali (50 MWc) en exploitation et divers projets d'électrification rurale décentralisée par système solaire photovoltaïque au Togo (317 localités), au Mali (50 localités avec l'appui du Fonds Vert pour le Climat), au Sénégal (1000 localités avec l'appui du FVC) et au Niger (47 localités), tous en cours d'exécution. À la fin de 2023, la banque a augmenté la capacité d'énergie électrique installée depuis 2021 à 235,9 MW, avec une part d'énergies renouvelables de 115,9 MW, soit 41,7 % de la capacité installée. Plus de 74 milliards de FCFA ont été injectés dans les énergies renouvelables, représentant 26 % des investissements de la banque dans le secteur de l'énergie, portant ses engagements dans le

secteur énergétique de l'UEMOA à 1471 milliards de Fcfa, soit 18 % de ses concours globaux.

## FINANCEMENT MIXTE ET SOUTIEN DES PARTENAIRES

À un an de la fin du plan stratégique, l'institution accélère la cadence de ses engagements. «*Notre Stratégie Environnement et Climat 2021-2025, issue du Plan Djoliba, prévoit une accélération des investissements climatiques dans la zone UEMOA, notamment dans le financement des énergies renouvelables*», a-t-elle déclaré. En réponse, elle a intensifié ses activités de mobilisation de ressources et d'optimisation de son bilan ces dernières années pour répondre à l'appel. Capital hybride, assurance-crédit, titrisation, augmentation de capital, ressources du fonds vert, blended finance, la BOAD augmente sa capacité et son spectre d'intervention. Par exemple, en plus de ses ressources propres, dont 25 % sont dédiées aux actions climatiques, «la banque s'emploie à mobiliser des fonds auprès de sources climatiques, plus concessionnelles en nature (taux plus bas et maturités plus longues), et parfois même des dons pour accompagner les États membres de l'UEMOA». Il s'agit d'une «approche de financement mixte avec de nouveaux instruments financiers pour accroître les investissements dans les énergies renouvelables», explique-t-on à la BOAD. Les institutions de financement affluent. «Nous

collaborons avec des partenaires financiers de premier plan, comme la Banque Mondiale, la BAD, l'AFD, l'UE, KfW, le Fonds Vert pour le Climat (FVC), le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)».

## APPUI TECHNIQUE POUR CATALYSER DES FONDS

Dans nombre de cas, l'institution qui a acquis de la réputation sur les aspects techniques, est utilisée pour la mise en œuvre de la plupart des fonds Climat, notamment le Fonds Vert pour le Climat, le Fonds d'adaptation, et le Fonds pour l'environnement mondial. C'est ainsi que le Sénégal a réussi à mobiliser plus de 60 milliards de FCFA auprès du FVC pour deux projets solaires, avec l'appui de la BOAD. Le Programme de Promotion des Investissements Privés dans le secteur des Énergies Solaires (PPIPS), qui vise à financer des projets solaires dans six pays (Bénin, Burkina, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Togo) est un exemple. Ce programme représente un investissement de près de 165 milliards de FCFA, auxquels la BOAD contribue à hauteur de 40 milliards de FCFA et le Fonds Vert pour le Climat à hauteur de 40 milliards de FCFA (37,39 milliards de prêt concessionnel et 2,62 milliards de FCFA de don) pour boucler le financement. Les institutions financières locales et les acteurs privés participeront à hauteur de 83,96 milliards, soit 50 % du coût global du projet. Cet aspect de son engagement devrait se renforcer. Car, en juillet 2023, la banque a été réaccréditée au Fonds vert pour le climat, avec un niveau de réaccréditation relevé, lui permettant de mobiliser ou de gérer des enveloppes de plus de 200 millions de dollars par projet.

## LE GAZ RESTE UNE ÉNERGIE DE TRANSITION

Mais le pari de la BOAD n'est pas seulement axé sur les énergies renouvelables. À son QG à Lomé, on insiste sur le fait que le gaz restera une énergie de transition, notamment en raison de la découverte récente d'importantes réserves de gaz dans la sous-région, notamment en Côte d'Ivoire. «*Dans le cadre d'une juste transition, le plan Djoliba prévoit l'installation de 380 MW de capacités supplémentaires, dont 39 % d'énergies renouvelables, ce qui implique que les 61 % restants pourront être produits par d'autres sources, telles que le gaz naturel*», précise l'institution de développement.



## L'opportunité de pérenniser un héritage, de (re)construire tout un mouvement culturel camerounais et pour les légendes de donner aux jeunes le secret pour un maintien de la musique Camerounaise au-devant de la scène africaine.



**Yves KOM** | Directeur Marketing & Communication  
Orange Cameroun

pour le commun des camerounais nous devrions encore affirmer notre authenticité, nous ancrer dans ce qu'ils ont de plus précieux : la culture. Notre patrimoine. Et quoi de mieux que la Musique – me suis-je dit – pour le faire.

**Ancrage – héritage – partage.** J'ai toujours singulièrement pensé que ces 3 mots qui riment ne l'étaient pas du simple fait du hasard et qu'ils pouvaient exprimer, résumer, mieux : inspirer la mission sociale voire la Responsabilité Sociétale d'une marque qui plus est, d'envergure multinationale. En tant que Directeur Marketing & Communication, cette réflexion m'a profondément habitée durant la crise dite du « mode avion » où la Marque dont j'ai la charge de préserver la valeur, de construire une affinité sincère avec les différentes cibles et parties prenantes locales, ainsi que de proposer des offres et solutions utiles et abordables se retrouvait sous les feux des critiques.

En plus de vingt ans de présence au Cameroun, Orange n'a cessé de proposer des offres à la fois généreuses, innovantes et accessibles pour toutes les bourses. En effet, notre Marque optimise sans cesse la qualité de ses infrastructures, notamment celles du Réseau qui est l'une des **priorités absolues du Directeur Général Dr. Patrick BENON**. Pourtant, malgré notre accompagnement constant de différents festivals de musiques Patrimoniales (Bikutsi, Makossa, Sahel, etc.), nos actions de promotion de la Musique Urbaine (partenariat avec le DOMAF et création du « Hip-Hop Contest » et du « Orange Hip-Hop Challenge »), et plus de deux décennies de sponsoring de festivals culturels comme le Ngondo, le Nguon, le Mpo'o, le Mayi et bien d'autres encore, il est apparu durant cette crise que

### Valoriser les génies de la musique camerounaise



La sagesse africaine nous enseigne que « c'est au bout de la vieille corde qu'on tisse la nouvelle » et « dans les vieilles marmites qu'on fait les meilleures sauces ». Ainsi, pour les avoir longuement écoutées au détour d'un concert ou lues à travers une lettre de demande de sponsoring : j'ai pu constater que, comme Orange, les Légendes vivantes de la musique camerounaise ont toujours voulu laisser une empreinte, un héritage, partager leur savoir ; il leur manquait une tribune, un cadre.

En regardant les clips et en décryptant leurs lyrics, nous nous sommes rendus compte que les vedettes quant à elles, prônent comme Orange un retour aux sources, la valorisation de notre identité : il leur fallait un trait d'union, un pont.

Alors sous l'impulsion du **Directeur Général Dr. Patrick BENON**, avec mes équipes, nous avons élaboré durant plusieurs semaines un concept qui unirait deux générations d'artistes musiciens-chanteurs, un concept qui permettrait de valoriser le meilleur de la musique camerounaise, celle-là même qui a conquis l'Afrique. Voilà comment est né **Orange Music Legends**.

Notre vœu secret avec ce concept était de voir combien les sonorités du Sahel pouvaient habilement se mêler aux vibrants rythmes et voix du Sud-Ouest ; de découvrir la fusion du Mbolé tellement populaire au Centre au Benskin emblématique de l'Ouest ; de s'enthousiasmer devant le Njang du Nord-Ouest chanté par un jeune qui fait l'Urban Soul. Pour ne rien vous cacher, avoir la preuve en musique du vivre ensemble camerounais et du singulier apport d'Orange à la construction de cet édifice.

La première saison de Orange Music Legends a été un succès avec plus de six millions de vues sur l'ensemble des épisodes de la saison et a eu un impact certain dans le milieu artistique, culturel ou simplement musical. La présence de poids lourds comme **Petit Pays (devenu par la suite ambassadeur de la Marque)**, **André-Marie Tala** ou de **valeurs sûres de la scène urbaine actuelle comme Blanche Bailly et Cysoul (gagnant de cette édition aux côtés de la Légende Prince Afo Akom)** a permis de rendre plus crédible ce programme, sans oublier la participation et la co-production de la **CRTV**, la chaîne nationale. Une initiative comme Orange Music Legends, parce que porteuse d'espoir pour toute une industrie, n'avait pas vocation à s'arrêter à ce galop d'essai.

### Place aux innovations



La seconde édition que nous avons lancée ce 3 juillet est riche d'innovations. La première a été le concert d'ouverture au Palais des Sports de Yaoundé **sous le patronage du Directeur Général d'Orange Cameroun Dr. Patrick BENON** avec la présence des légendes Sally Nyolo, Sam Fan Thomas, Henri Dikongue, Donny Elwood et Prince Ndedi Eyango et des pointures actuelles : Mr Leo, Fadil le sorcier, Rinyu, PhillBill et Tao, valablement accompagnés de Cysoul, l'un des gagnants de la première édition. Autre nouveauté : l'extension de la diffusion à Trace Mboa – vous l'aurez compris pour toucher encore plus de jeunes – et Canal 2 en relai de la CRTV qui, comme l'an passé, reste en première diffusion.

En parlant de cette dernière, nous avons décidé de passer à 24 épisodes (contre 12 la saison dernière) pour permettre aux téléspectateurs d'être témoins de chacune des étapes de création de ces moments cultes de notre histoire culturelle.

Je ne voudrais pas dire ici que tout a été simple. L'histoire ne serait pas aussi belle sans des challenges. Je me souviens des négociations pour convaincre chaque artiste de voir au-delà du cachet proposé (qui pouvait parfois ne pas être, il faut se l'avouer, à la dimension des Légendes et des Stars invitées) l'opportunité de pérenniser un héritage, de (re)construire tout un mouvement culturel camerounais et pour les légendes de donner aux jeunes le secret pour un maintien de la musique Camerounaise au-devant de la scène africaine. Je me souviens avec fierté de ces artistes qu'on a pu convaincre de repousser des dates de tournées internationales, d'interrompre leurs vacances ou simplement de sauter dans le premier avion pour l'amour de notre culture, de notre drapeau et ce que nous laisserons tous aux générations à venir. J'ai un pincement au cœur pour toutes les autres légendes qui n'ont pas encore été programmées, parfois pour des raisons d'agenda. Ce n'est qu'un début.

Je voudrais remercier ici Monsieur le Directeur Général d'Orange Cameroun Dr. Patrick BENON pour son leadership et son encadrement, tout le board d'Orange Cameroun pour avoir cru à cette vision et œuvré activement à sa réalisation. Un bravo à toutes mes équipes pour leur dévouement. Passée la ferveur du concert de lancement de cette nouvelle saison, il ne me reste plus qu'à vous souhaiter un excellent moment devant vos télévisions **tous les week-ends à partir du 20 juillet, les Samedi à 21H sur la CRTV, dimanche à 17H sur Canal 2 ; et à 18H sur Trace Mboa.**

The show must go on.





**SCB Cameroun**  
Groupe Attijariwafa bank

**Croire en vous**

# CREDITS SCB

**Finies les équations,  
l'expert est la solution**

**SCB SUKUL  
SCB SÉRÉNITÉ  
SCB IMMO**



MW DDB  
Cameroun